

CORONAVIRUS ET APATRIDIE

Les conséquences de la lutte contre la pandémie sur les apatrides, selon les rapports des organisations humanitaires.

Les apatrides issus de minorités ou qui ont migré ne reçoivent souvent aucune **information** dans leur langue sur le virus et son contrôle.

Les apatrides et les migrants sont généralement exposés à des **risques élevés d'épidémie** en raison de l'insuffisance d'installations sanitaires, du manque d'eau courante et de la surpopulation dans leurs abris.

Les apatrides qui n'ont pas accès au système de santé ne peuvent pas être **testés**.



Les personnes âgées apatrides, les malades chroniques et les personnes handicapées sont **diagnostiqués** en retard par un défaut de soins médicaux.

Avec la pandémie, certains ont **peur** que les hôpitaux transmettent des informations aux autorités sur les personnes non enregistrées.

Parce que les apatrides vivent souvent dans la pauvreté, ils n'ont pas les moyens de payer **des soins ou des médicaments**.

Lorsque les frontières sont fermées, les perspectives **d'exil ou d'asile** s'éloignent.

Les apatrides se voient refuser **l'entrée aux frontières**, soupçonnés d'être porteurs du virus. C'est parfois un prétexte.

Nombre d'entre eux travaillent dans la clandestinité et se retrouvent **chômeurs** en raison des dispositifs de protection sanitaire.

Ceux qui sont obligés de continuer à travailler ne sont pas en mesure d'éviter les lieux où la **distanciation physique** est impossible.

Les femmes et les jeunes filles apatrides privées de revenus en raison de la pandémie risquent de basculer dans la **prostitution et le mariage d'enfants**.

En raison des restrictions quant aux horaires imposés de sortie, les femmes et jeunes filles apatrides risquent d'être confinées dans des **logements insalubres**.

Les régimes autoritaires peuvent se servir de la pandémie pour accroître leur **surveillance**.



Si l'on considère que ces populations sont plus vulnérables à l'infection, le sentiment de **xénophobie** et de **discrimination** augmente.

Dans de nombreux pays, dont la Jordanie, la Malaisie et le Népal, les apatrides sont **exclus de l'aide publique** et ne bénéficient pas de soutien économique.